



À NOUVEAU DG, NOUVELLES RÉPONSES ?

Depuis sa création, la DGFIP est menacée.

Au prétexte de l'interlocuteur fiscal unique, la fusion de la DGCP et de la DGI a été principalement pensée pour créer un cadre favorisant les **suppressions d'emplois**. Il n'a d'ailleurs échappé à personne que l'Interlocuteur Fiscal Unique est presque un lointain souvenir. Entre 2008 et 2019, 20 000 emplois ont disparu du paysage.

Le corollaire de cette saignée dans les effectifs, ce sont les **restructurations incessantes que nous vivons et que nous vivrons si nous ne faisons rien**.

C'est aussi une **attaque sans précédent** contre les garanties de gestion des personnels, dont le **projet de loi Fonction publique** en cours d'examen au parlement constitue l'aboutissement.

Ces évolutions néfastes pour nos missions, pour le service public et pour la Fonction publique n'ont **pas d'autres justifications que les choix budgétaires et l'austérité**.

De surcroît, et contrairement à ce qu'il est advenu au moment de la fusion, les **perspectives de carrière et de promotion s'amenuisent**, tandis que le **pouvoir d'achat** des agents **continue de chuter** faute de mesures générales d'augmentation.

Aujourd'hui, nous devons faire face à une étape supplémentaire de la restructuration de notre administration dont le projet de Loi Fonction Publique, constitue la boîte à outil. Son objectif est de mener une politique massive de transferts de compétences, de suppressions de structures, de mise à mal des CAP et d'affaiblissement du statut par un recours massif aux contractuels.

Pourquoi ces choix ? Pour permettre en particulier à la DGFIP de vous faire bouger un peu partout dans le département, sur la simple volonté du directeur et sans tenir compte



de la vôtre, pour permettre au Ministre de faire aboutir son projet de **géographie revisitée**. Ce projet, sous une habile présentation, **visé davantage à satisfaire aux contraintes budgétaires qu'à l'égalité d'accès au service public**. Il ne peut qu'éloigner la DGFIP des citoyens et de leur besoin...

Face à ces attaques, l'intersyndicale DGFIP vous apporte depuis plusieurs mois les éléments d'information et de réflexion et vous appelle à résister et à mener des actions contre ces projets.

Des actions fortes ont été menées un peu partout sur le territoire depuis le début du mois de janvier, comme à Toulouse, où notre direction, confrontée à plus de 7 semaines d'actions n'a rien trouvé de mieux que de vouloir punir les agents dans l'action heureusement sans succès. L'intersyndicale DGFIP dénonce l'attitude de la direction et apporte tout son soutien aux collègues visés.

*Pour les organisations syndicales Solidaires/ CGT/ FO/ CFDT et CFTC,
c'est bien par l'action et la lutte que nous pourrons peser
sur les choix qu'on veut nous imposer.*

*L'intersyndicale DGFIP refuse la fin programmée de notre administration,
s'oppose à la géographie revisitée
et porte une autre ambition pour notre administration.*

Les organisations syndicales Solidaires/CGT/FO/ CFDT et CFTC appellent les personnels à se réunir partout pour décider des actions à mener, à utiliser la période pour aller à la rencontre des usagers, des citoyens, des élus pour débattre de l'avenir des services publics, à rester visibles et actifs, par tous les moyens possibles.

Le Nouveau Directeur Général recevra à leur demande les organisations syndicales représentatives le 11 juin prochain. L'intersyndicale DGFIP y défendra la plateforme revendicative qu'elle porte avec les agents depuis des mois.

Nous n'ignorons ni les difficultés des uns et des autres, ni le sentiment trop répandu du caractère inéluctable des réformes. Pourtant, nous n'avons collectivement pas d'autre alternative que de lutter, avec nos armes pour ébranler les certitudes de ce gouvernement.

Il va donc peut-être falloir lui rappeler, dans les semaines qui viennent, que

**LES 5,5 MILLIONS DE FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS
SONT AUSSI DES CITOYENS**

